

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**



SARL au capital de 10 000 € inscrite
sur la liste nationale des commissaires aux comptes,
rattachée à la CRCC des Hauts-de-France

999, avenue de la République
59700 Marcq-en-Barœul
Tel : 03.20.82.10.94

contact@septentrionaudit.fr
www.septentrionaudit.fr

GIP A.G.I.R.E
du Val de Marque

Parvis Berthelot

59510 HEM

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Aux membres,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du **GIP AGIRE du Val de Marque** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Nous avons apprécié :

- le caractère raisonnable des modalités de calcul des provisions de fin de plan et de fin de carrière,
- le traitement en fonds dédiés des actions Etat CPO Mission Locale en fonction des dates d'entrées des jeunes dans le dispositif,
- la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices en ce qui concerne les subventions et les charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du groupement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le groupement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

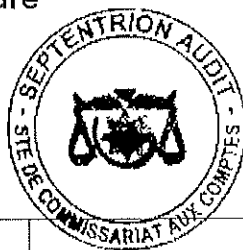
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du groupement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 02/06/2025

SEPTENTRION AUDIT
I.DUPONT
Commissaire aux Comptes
Gérante Associée





Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	7 185	7 185		306
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	7 185	7 185		306
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat. out. industriels	260 076	183 331	76 744	75 181
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	260 076	183 331	76 744	75 181
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	5 099		5 099	5 099
Actif circulant	Autres	29 455		29 455	29 060
	TOTAL	34 555		34 555	34 159
	Total I	301 816	190 517	111 299	109 647
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	1 846 295		1 846 295	1 564 182
	TOTAL	1 846 295		1 846 295	1 564 182
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	13 980		13 980	13 727
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	382 718		382 718	571 552
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	13 175		13 175	33 594
	TOTAL II	2 256 169		2 256 169	2 183 056
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	2 557 986	190 517	2 367 469	2 292 703
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				



Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 097 954	893 474
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		28 410	204 480
Situation nette (sous-total)		1 126 365	1 097 954
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	19 095	7 440
	Provisions réglementées		
	Total I	1 145 461	1 105 395
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	194 783	368 054
Total II		194 783	368 054
Provisions	Provisions pour risques	118 425	146 218
	Provisions pour charges	118 917	108 701
	Total III	237 342	254 920
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		42
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	136 735	195 156
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	417 461	323 293
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 670	1 200
	Autres dettes	4 289	3 432
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	227 724	41 209
Total IV		789 881	564 334
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		2 367 469	2 292 703
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 394 938	2 573 139
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Charges d'exploitation	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	130 168	143 947
	Utilisations des fonds dédiés	368 054	300 281
	Autres produits	2	5
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 893 163	3 017 374
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	567 066	510 892
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	134 945	127 130
	Salaires et traitements	1 293 729	1 295 721
	Charges sociales	525 781	515 328
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	37 265	28 676
	Dotations aux provisions	16 017	13 678
	Reports en fonds dédiés	194 783	368 054
	Autres charges	2	116
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 769 592	2 859 597
1. Résultat d'exploitation (I-II)		123 571	157 776



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	257	165
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	257	165
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		8
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		8
2. Résultat financier (III-IV)		257	166
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		123 829	157 932
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	22 031 6 986	22 746 928 270 040
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	29 017	293 714
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	124 396	247 166
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	124 396	247 166
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-95 379	46 548
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		39	
Total des produits (I + III + V)		2 922 438	3 311 253
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 894 027	3 106 773
EXCÉDENT OU DÉFICIT		28 410	204 480
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		59 092	81 411
Bénévolat			
Total		59 092	81 411
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		59 092	81 411
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		59 092	81 411



1 Objet social

Le groupement d'intérêt public a pour objet de favoriser une cohérence, une lisibilité et une efficience accrues de la politique locale de l'emploi, de la formation, de l'insertion en lien avec le développement économique sur le territoire.

Elle a pour objet :

- 1- En application des articles L 5313-1 à L 5313-5, R 5313-3 et R 5313-8 du code du travail, issu de l'article de la Loi n°2005-32 de janvier 2005 dite Loi de cohésion sociale, et de l'arrêté du 21 décembre 2009 portant nouveau cahier des charges des maisons de l'emploi et l'arrêté du 18 décembre 2013 de mettre en application le susdit cahier des charges et notamment :

- a. Participer à l'anticipation des mutations économiques ;
- b. Contribuer au développement local de l'emploi.

A cet effet, elle met en œuvre une concertation, une programmation partagée et une coordination autour du Service Public de l'emploi local, des actions des différents intervenants locaux et notamment des outils communaux.

En outre, le GIP peut être amenée à porter des actions communes à l'ensemble des Maisons de l'emploi du bassin d'emploi, voire de la métropole lilloise, en accord avec elles.

- 2- D'être le support juridique du Plan local Pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi du Val de Marque sur le territoire des communes de Croix, Forest sur Marque, Hem, Lannoy, Leers, Lys lez Lannoy, Sailly-lez-Lannoy, Toufflers et Wasquehal, de participer à sa mise en œuvre et d'en assurer sa gestion.
- 3- Le GIP a également pour but de promouvoir et d'organiser l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, soit directement soit par l'intermédiaire d'organismes existants. Ainsi que d'entreprendre toutes actions qui peuvent contribuer au développement local de l'emploi et à l'amélioration, des services sociaux.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- 1- Dans le cadre de l'activité MDE: l'article L. 5313-1 du code du travail précise les missions des maisons de l'emploi en affirmant le rôle de fédérateur de l'action des partenaires publics et privés, en particulier en permettant l'association des collectivités territoriales à la mise en

Éclairer
Entreprendre
Réussir



œuvre des politiques de l'emploi au niveau local. Les maisons de l'emploi s'inscrivent ainsi pleinement dans la volonté d'ancrer le service public de l'emploi dans les territoires. Un accent tout particulier est mis sur les problématiques de diagnostic partagé, l'observation du marché de l'emploi et d'anticipation des mutations économiques. La maison de l'emploi est fondée sur l'adhésion de chacun des acteurs concernés. Elle respecte l'identité de chaque partenaire, reconnaît leur responsabilité commune et les rassemble dans l'action.

2- Dans le cadre du dispositif PLIE, le GIP aura principalement pour mission :

- De réunir les acteurs et opérateurs locaux concernés autour d'objectifs qualitatifs et quantitatifs d'accès de personnes « en difficulté » à un emploi durable, en organisant pour ces personnes des parcours d'insertion professionnelle individualisés avec un accompagnement renforcé assuré par des référents spécialisés ;
- D'assurer l'ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant soit au retour à l'emploi de leurs bénéficiaires puis à leur maintien pendant au moins 6 mois, soit à l'accès à une formation qualifiante.

3- Dans le cadre des fonctions de types Mission locale en faveur des personnes jeunes ou adultes :

- Elle aidera ces personnes à construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle, assurera le suivi de son application et sera le relais entre ces personnes et les organismes compétents,
- Elle contribuera au développement et à la coordination d'actions, d'initiatives, d'associations et de structures répondant aux besoins des personnes précitées,
- Elle assurera une fonction d'information sur les formations en direction du public et des acteurs des dispositifs d'insertion,
- Elle participera à toutes initiatives susceptibles de concourir à titre principal ou non au but recherché,
- Elle s'assurera la jouissance et la disposition de tous les biens meubles et immeubles nécessaires pour la réalisation du but recherché.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Ressources humaines

- Le GIP emploie 45 salariés afin de mener à bien les actions à mettre en œuvre sur la Mission Locale, le PLIE et la Maison de l'emploi.

Éclairer
Entreprendre
Réussir

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par le/les faits d'importance significative suivants :

- À la suite de l'incendie survenu en 2023, une expertise a été réalisée à l'issue de laquelle une indemnisation de 41 K€ a été versé par la MAIF. Ce montant correspond à l'estimation de la valeur du matériel détruit auquel un pourcentage de vétusté a été appliqué.

En 2024, des investissements d'un montant de 19 K€ ont été engagés pour le renouvellement du matériel détruit. Une subvention d'investissement a été enregistrée à hauteur de ce montant. Par ailleurs, un produit à recevoir de 11 K€ a été comptabilisé au titre d'un remboursement de charges exceptionnelles.

- Rejet du FSE+ pour 87 K€ concernant les clauses sociales MdE pour les années 2022 et 2023.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice



5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

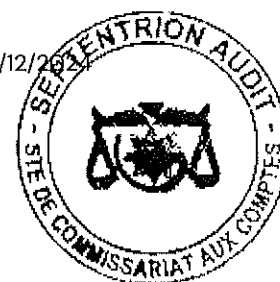
Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

6.1 Actif immobilisé





6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	7 186 €			7 186 €
Total Immobilisations incorporelles	7 186 €	- €	- €	7 186 €
Constructions				- €
Install. techniques, matériel, outillage	221 554 €	38 522 €		260 076 €
Total Immobilisations corporelles	221 554 €	38 522 €	- €	260 076 €
Participations et créances rattachées	5 099 €			5 099 €
Autres immobilisations financières	29 060 €	395 €		29 456 €
Total Immobilisations financières	34 160 €	395 €	- €	34 555 €
Total	262 900 €	38 917 €	- €	301 817 €

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 879 €	306 €	- €	7 186 €
Total Immobilisations incorporelles	6 879 €	306 €	- €	7 186 €
Constructions				0 €
Install. techniques, matériel, outillage	146 373 €	36 959 €		183 332 €
Total Immobilisations corporelles	146 373 €	36 959 €	- €	183 332 €
Total	153 252 €	37 265 €	- €	190 517 €

6.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

6.1.3.1 Principaux mouvements

Néant



6.1.3.2 Modalités d'amortissements

Pour les immobilisations incorporelles non amortissables, il est constaté une provision pour dépréciation lorsque la valeur de réalisation à la clôture de l'exercice est inférieure à son prix d'achat.

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans

6.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.



6.1.4.1 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice correspondent à :

- Installations générales : 11 K€
- Matériel de bureau et informatique : 26 K€
- Mobilier : 1 K€

6.1.4.2 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Installations techniques	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

6.1.5 Immobilisations financières

Catégories d'immobilisations	Montant Net	
	31/12/2024	31/12/2023
Prêts participatifs	5 099 €	5 099 €
Dépôts et cautionnements	29 456 €	29 060 €
TOTAL	34 555 €	34 160 €



6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

Non applicable

6.2.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :	34 554 €		34 554 €
Prêts	5 099 €		5 099 €
Autres	29 455 €		29 455 €
Créances de l'actif circulant :	1846 295 €	1846 295 €	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Personnel et comptes rattachés	420 €	420 €	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques	1815 827 €	1815 827 €	
Débiteurs divers	30 048 €	30 048 €	
Charges constatées d'avance	13 176 €	13 176 €	
TOTAL	1 894 025 €	1 859 471 €	34 554 €

6.2.2.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance significatives s'élèvent à 13 176 € et concernent des charges d'exploitation.

6.2.2.2 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant brut
Intérêts courus	
Clients	
Factures à établir	
Autres produits	1789 814 €
Avoirs à recevoir	
Personnel	
Organismes sociaux	
Etat et collectivités publiques	1774 464 €
Autres produits à recevoir	15 349 €
TOTAL	1789 814 €



6.2.2.2.1 Produits à recevoir – Etat et autres collectivités publiques

	Montant brut				Degré d'exigibilité de l'actif		
	Créances au titre de la Mission Locale (1)	Créances au titre de la Maison de l'Emploi (2)	Créances au titre du PLIE (3)	Total (1) + (2) + (3)	Échéances à moins d'1 an	à plus d'1 an	à plus de 5 ans
FSE + - Retour vers l'emploi - 2022-2025	468 608			468 608	468 608		
FSE + - GPEC-T - 2022-2025		162 193		162 193	162 193		
FSE + - Animation 2023-2024			253 640	253 640	253 640		
FSE + - Parcours et Médiation - 2022-2024			258 100	258 100	258 100		
FSE + - Repérer pour agir - 2024-2025	41 209			41 209	41 209		
Etat - CEJ - 2024	149 240			149 240	149 240		
Etat - Parrainage - 2024	1 830			1 830	1 830		
Conseil Régional - CPD - 2023-2024	133 524			133 524	133 524		
Conseil Régional - DAE - 2024			39 200	39 200	39 200		
Département - 2024			6 300	6 300	6 300		
Métropole Européenne de Lille - Secrétariat FMAJ - 2024	8 711			8 711	8 711		
Métropole Européenne de Lille - GPEC-T - 2024		8 000		8 000	8 000		
Métropole Européenne de Lille - Facilitateur Clauses - 2024		3 000		3 000	3 000		
Métropole Européenne de Lille - via Lille Avenirs - FIJeM - 2024-2025	4 900			4 900	4 900		
Métropole Européenne de Lille - via MELT - FIJeM - 2024-2025	30 000			30 000	30 000		
Métropole Européenne de Lille - Métiers de l'autonomie - 2022-2023		3 500		3 500	3 500		
Commune de Lannoy - 2012 à 2014	7 650	600	1 750	10 000	10 000		
Commune de Wasquehal - 2020	38 892	3 050	8 897	50 839	50 839		
Commune de Croix - 2024	96 079	7 536	21 979	125 593	125 593		
Commune de Lannoy - 2024	8 684	681	1 987	11 352	11 352		
Autres - ML Roubaix - CLAP - FDAJ	3 615	284	827	4 725	4 725		
Total	992 942	188 843	592 679	1 774 464	1 774 464	-	-



6.3 Fonds propres

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					0 €
Réserves	893 474 €	204 481 €			1 097 955 €
Report à nouveau					0 €
Résultat de l'exercice	204 481 €	-204 481 €	28 411 €		28 411 €
Situation nette	1 097 955 €	0 €	28 411 €	0 €	1 126 366 €
Subventions d'investissement	7 440 €		18 641 €	6 986 €	19 095 €
Total	1 105 395 €	0 €	47 052 €	6 986 €	1 145 461 €

6.3.2 Subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	9 202 €	18 641 €	1 000 €	26 843 €
Quotes-parts virées au résultat	1 762 €	6 986 €	1 000 €	7 748 €
Montant net en fonds propres	7 440 €	11 655 €	0 €	19 095 €



6.4 Fonds dédiés

Fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Utilisation		A la clôture de l'exercice	
		Augmentation : dotation de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Etat - CEJ	368 054 €	194 784 €	368 054 €	194 784 €	
TOTAL	368 054 €	194 784 €	368 054 €	194 784 €	

Au 31 décembre 2024, la subvention Etat relative au financement de l'accompagnement " Contrat Engagement Jeune" est 100% méritée compte tenu de l'atteinte des objectifs prévus à la convention. Toutefois, la quote-part de la subvention estimée au financement de l'accompagnement en 2025 pour des jeunes entrés en 2024 a été reportée en fonds dédiés. Ce report en fonds dédiés s'inscrit dans un principe de prudence afin de provisionner la ressource nécessaire à la fin de l'accompagnement des jeunes quand bien même le dispositif serait amené à être arrêté au 31/12 de l'exercice dans le cadre d'un changement de politique publique.

6.5 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

Rubriques (a)	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions pour risques	146 219 €	4 638 €	32 432 €	118 426 €
Provisions pour charges	108 701 €	11 379 €	1 163 €	118 917 €
Total	254 920 €	16 017 €	33 594 €	237 343 €

Les hypothèses retenues pour la valorisation de la provision d'indemnités de départ à la retraite à la clôture sont :

- Un taux d'actualisation de 3,42%
- Un taux de charges de 50% pour les cadres
- Un taux de charges de 50% pour les non-cadres
- Un taux d'évolution des salaires moyen de 2 %
- Un âge de départ à la retraite de 67 ans



6.6 Dettes

6.6.1 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéances à plus 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
à 1 an au maximum à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	0 €	0 €		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	136 736 €	136 736 €		
Personnel et comptes rattachés	153 454 €	153 454 €		
Sécurité sociale et autres organismes	158 373 €	158 373 €		
Etat et autres collectivités publiques	105 635 €	105 635 €		
Autres dettes	7 960 €	7 960 €		
Produits constatés d'avance	227 724 €	227 724 €		
TOTAL	789 882 €	789 882 €		

6.6.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant brut
Fournisseurs	64 695 €
Factures non parvenues	64 695 €
RRR à accorder et autres avoirs	
Congés payés et RTT	224 684 €
Congés provisionnés	150 829 €
Charges sociales sur congés payés	58 319 €
Charges fiscales sur congés payés	15 535 €
Autres dettes fiscales et sociales	9 427 €
Personnel	2 624 €
Organismes sociaux	6 763 €
Etat	39 €
Autres dettes	3 587 €
Intérêts courus	0 €
Emprunts et dettes assimilés	
Concours bancaires courants	
TOTAL	302 392 €



6.6.3 Produits constatés d'avance

Libellé	Montant au début de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Subvention FSE+ – GPEC-T		66 228 €
Subvention FSE+ – Repérer pour agir	41 209 €	7 105 €
Subvention FSE+ – Retour vers l'emploi		131 124 €
Subvention FIJEM – accroche toi à ton avenir		3 267 €
Subvention FIJEM – chantiers éducatifs		20 000 €
TOTAL	41 209 €	227 724 €



7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Produits du compte de résultat d'exploitation

Montant	2024
Concours publics et subventions d'exploitation	2 394 938 €
Reprises sur amort. Dépr. Prov. Et transferts de charges	130 169 €
Utilisations des fonds dédiés	368 054 €
Autres produits	2 €
TOTAL	2 893 164 €

Dont détail des concours publics et subventions :

Montant	2024
FSE	473 085 €
État	1 066 187 €
Région	105 962 €
Département	31 500 €
Métropole Européenne de Lille	75 344 €
Villes	571 347 €
Pôle Emploi	62 773 €
Politique de la Ville	5 000 €
Autres	3 740 €
TOTAL	2 394 938 €

Les reprises de provision et transferts de charges sont essentiellement composées de :

- Reprise sur provision pour risques : 33 K€
- Reprise sur provision pour charges : 1 K€

Éclairer
Entreprendre
Réussir



- Aides aux postes : 8 K€
- Aides service civique : 9 K€
- Remboursement de charges locatives : 20 K€
- Remboursement de prévoyance : 25 K€
- Remboursement Uniformation : 12 K€
- Remboursement assurance : 11 K€
- Remboursement de frais de déplacements : 11 K€

7.2 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

Montant	2024
Pénalités, amendes fiscales et pénales	-2 145 €
Autres charges exceptionnelles (sinistre)	-22 668 €
Charges sur exercices antérieurs - perte sur subvention - MdE (FSE)	-87 329 €
Charges sur exercices antérieurs - perte sur subvention - ML (Région et Etat)	-5 365 €
Charges sur exercices antérieurs - perte sur subvention - PLIE (Région et FSE)	-6 890 €
Produits sur services antérieurs - gain sur subvention - ML (FSE)	21 444 €
Produits sur services antérieurs - gain sur subvention - PLIE (FSE)	587 €
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	6 986 €
TOTAL	-95 380 €

7.3 Contributions volontaires en nature

Nature de la contribution	Montant N-1	Montant N
Mise à disposition de personnel	20 295 €	
Mise à disposition de locaux	61 116 €	59 092 €
TOTAL	81 411 €	59 092 €

Ces contributions correspondent à :

- La mise à disposition gratuite des locaux occupés à Hem (siège) par la ville de Hem pour 54 K€
- La mise à disposition gratuite des locaux occupés à Wasquehal (MJC) par la ville de Wasquehal pour 5 K€.



8 Autres Informations

8.1 Informations relatives aux dirigeants

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit notamment la publication dans le compte financier de la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Une réponse ministérielle du 28 février 2008 précise que les informations ne doivent pas être individualisées par personne physique. En effet, cela reviendrait à divulguer la rémunération de certains salariés, informations considérées comme confidentielles.

8.2 Effectifs

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	6
Non Cadres	32
Total	38

Éclairer
Entreprendre
Réussir



8.3 Engagement hors bilan

Néant

8.4 Honoraires du Commissaire aux Comptes

	Montants
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	13 000 TTC
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	13 000 TTC